

Délocalisation : les Allemands ne veulent plus de portable Nokia

Technologie

Posté par: Visiteur

Publié le : 24-01-2008 21:27:32

Plus de la moitié des Allemands ne veulent plus de téléphone de la marque Nokia, le groupe finlandais qui va fermer son usine en Allemagne, et son patron, "surpris" des réactions dans le pays, tente de se justifier dans la presse parue mercredi.

Selon un sondage réalisé pour l'hebdomadaire Stern, 56% des Allemands ne veulent plus de portable Nokia à l'avenir, et 68% d'entre eux pensent que l'image du groupe en Allemagne va garder des séquelles de son retrait brutal d'Allemagne.

Le numéro un mondial de la téléphonie mobile va fermer son usine de Bochum (ouest) au profit d'un site en Roumanie, évoquant des coûts du travail trop élevés en Allemagne. Sa décision, qui va se traduire par plusieurs milliers de suppressions d'emplois, a soulevé un tollé dans le pays, notamment dans la classe politique.

Le patron de Nokia, Olli-Pekka Kallasvuo, pense lui aussi que la délocalisation en Roumanie "va avoir une influence" sur les comportements d'achat des Allemands, a-t-il reconnu dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. "Et je peux même le comprendre", a-t-il ajouté.

"Mais le consommateur ne pourra pas acheter de portable +made in Germany+ d'un autre constructeur", a-t-il rappelé. L'usine de Nokia était la dernière usine de portable implantée en Allemagne, après le retrait progressif des autres constructeurs.

M. Kallasvuo a également répété que la décision de son groupe était irrévocable. "J'ai beaucoup de mal à croire que de nouvelles informations puissent émerger qui remettent en cause la décision", a-t-il dit. Mais Nokia est prêt à "discuter avec les personnes concernées et à vraiment chercher des solutions".

Le patron de Nokia a accordé deux entretiens à la presse allemande de mercredi, les premiers depuis la semaine dernière, où il tente de justifier la décision de son groupe.

"Nous produisons à Bochum environ 6% de nos portables. En revanche, Bochum contribue à hauteur de 23% à nos coûts salariaux directs dans les usines", a-t-il indiqué au journal économique Handelsblatt.

Au-delà des coûts plus élevés en Allemagne, il déplore également que les sous-traitants aient refusé de s'implanter à Bochum.

AFP